

### Faits Saillants

- Clôture de la troisième phase des négociations d'Alger sans qu'un pré-accord n'ait été trouvé
- Déclenchement d'une procédure judiciaire et assistance juridique en faveur de 80 survivants de violences sexuelles liées aux conflits au Nord du Mali
- Début du processus de planification humanitaire 2015 (Elaboration de l'aperçu des besoins humanitaires/HNO et du Plan de Réponse Stratégique/SRP)

### Contexte Politique et Sécuritaire

Alors que le Nord du Mali connaît un inquiétant regain de violence impactant lourdement sur l'accès humanitaire, la troisième phase des négociations de paix entre le gouvernement malien et les mouvements armés a été suspendue le 27 novembre à Alger sans qu'un pré-accord n'ait été trouvé. La reprise des pourparlers inter-maliens est prévue pour la mi-février 2015.

### Groupe Sectoriel de Protection (GSP)

En novembre et décembre 2014, les activités principales de la coordination du GSP ont porté sur la participation au cycle de planification humanitaire 2015 à travers l'élaboration de l'aperçu des besoins humanitaires (HNO) et du plan de réponse stratégique (SRP); la co-facilitation de la formation sur l'évaluation participative que l'UNHCR Mali a organisée avec l'implication des membres du Cluster Protection Mali et la participation à divers forums de coordination.

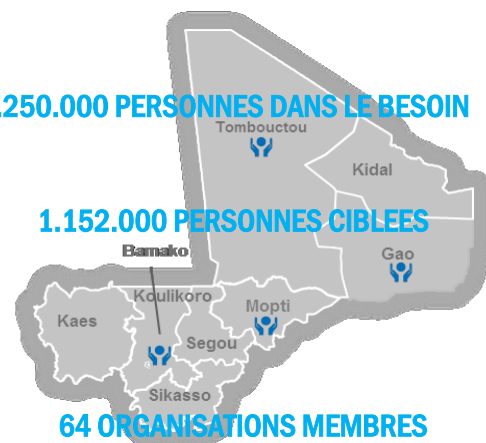
Dans le cadre du processus d'appel de fonds pour 2015, la Coordination du GSP a organisé le 05 novembre à l'UNHCR une rencontre avec les membres qui a permis de définir un calendrier interne et de partager les informations disponibles sur l'élaboration du HNO 2015. A cette occasion, les outils de priorisation du GSP ont été présentés aux membres afin qu'ils puissent procéder à leur actualisation par secteur d'activité (Protection de l'enfance, VBG, mouvements de populations, lutte antimines...) Aussi, les représentations régionales (Gao, Mopti et Tombouctou) du GSP ont été associées au processus et leurs contributions ont particulièrement porté sur les problématiques de tensions sociales et de documentation ainsi que sur l'appréciation de la couverture en 2014 des besoins humanitaires sur le terrain. A la suite de cet exercice de priorisation effectué au niveau de chaque groupe du GSP, un mini atelier de consolidation des outils, de finalisation du narratif du HNO et de revalidation de ces documents a été organisé par la Coordination du GSP le 24 novembre 2014. Les documents validés au niveau du GSP ont été présentés à l'Inter cluster le 26 novembre et validés par l'Equipe Humanitaire Pays.

L'exercice de définition des besoins humanitaires a permis l'identification des problèmes et risques de protection majeurs qui affectent les populations dans les régions du nord (manque de documentation, difficultés d'accès à la justice, existence de tensions sociales, présence d'engins explosifs de guerre, nécessité de renforcer la protection de l'enfance et les activités de prévention et réponse aux VBG, mise en place des solutions durables). Sur la base de ces acquis le GSP a élaboré une stratégie de réponse qui a été présentée et discutée lors de l'Atelier de planification stratégique pour l'action humanitaire 2015 (SRP) organisé par OCHA les 9 et 10 décembre 2014. La stratégie du GSP s'appuie sur le renforcement des activités des membres du GSP dans les régions et thématiques prioritaires identifiées avec un accent particulier qui sera mis sur la recherche de solutions durables pour les personnes déplacées et retournées. Par ailleurs, le 11 novembre, la Coordination du GSP a facilité la formation sur l'exercice d'évaluation participative organisée par l'UNHCR avec la participation du GSP. L'objectif de cette évaluation est d'assurer la participation des populations affectées par la crise dans l'élaboration des projets et politiques qui seront réalisés en leur faveur. A l'issue de la formation, les participants ont effectué l'exercice d'évaluation participative auprès des populations déplacées internes à Bamako et à Ségo (résultats de cette évaluation, V. le rapport)

Enfin le 27 novembre, s'est tenue à l'UNHCR la réunion mensuelle du GSP. Cette réunion a permis aux membres de partager les informations sur leurs activités, contraintes, et réalisations respectives (voir sections suivantes). Ont également été abordés à l'occasion, les impacts de la maladie à virus Ebola sur la protection des populations et la préparation du GSP pour parer à toute éventualité.

**2.250.000 PERSONNES DANS LE BESOIN**

**1.152.000 PERSONNES CIBLEES**



### Evénements

22 décembre 2014, Ouverture du Système OPS pour la soumission des projets dans le cadre du SRP

14 janvier, Date limite pour la soumission des projets SRP du Groupe Sectoriel de Protection dans OPS (On-line Project System)

Saoudatou Bah-Mansare, [bahs@unhcr.org](mailto:bahs@unhcr.org)

20 janvier, Clôture du Système OPS pour la soumission des projets dans le cadre du SRP

21 janvier, Réunion du Groupe de Travail Lutte Antimines Humanitaire @UNMAS

Camille Aubourg, [camillea@unops.org](mailto:camillea@unops.org)

22 janvier, Réunion du Groupe Sectoriel de Protection @UNHCR

Saoudatou Bah-Mansare, [bahs@unhcr.org](mailto:bahs@unhcr.org)

29 janvier, Réunion ad hoc du Sous-Groupe Violences Basées sur le Genre avec la Mission d'évaluation de UN Action au Mali @UNFPA

Lamine Traoré, [ltraore@unfpa.org](mailto:ltraore@unfpa.org)

## Accès à la Justice et Etat de Droit (AJED)

Le 12 novembre à Bamako, cinq organisations nationales des droits de l'Homme et une organisation internationale, toutes membres du GT-AJED, se sont constituées en coalition et ont porté plainte devant le tribunal de première instance de la Commune III du District de Bamako pour le compte de 80 survivants de violences sexuelles liées à la crise du nord de Mali tout en se constituant en partie civile. Il s'agit des organisations suivantes: Association Malienne des Droits de l'Homme (AMDH), Association DEME-SO, Association des Juristes Maliennes (AJM), collectif Cri des Cœurs, WILDAF et Fédération Internationale des Droits de l'Homme (FIDH). A cet égard, un pool d'au moins 10 avocats a été établi et seront chargés d'assister judiciairement ces 80 survivants durant toute la procédure pénale.

Par ailleurs, la coordination du GT-AJED a débuté au même mois de novembre des consultations bilatérales avec ces six organisations de droits de l'Homme, membres de GT-AJED, en vue de la mise en place d'un mécanisme ou d'une procédure de protection de ces victimes et témoins contre d'éventuelles représailles.

Au début du mois de décembre, la coordination du GT-AJED a obtenu l'accord de DEME-SO en vue de l'assistance judiciaire au profit de 9 cas d'enfants en conflit avec la loi et en lien avec la crise du Nord. Ces cas ont été documentés par UNICEF et l'unité de protection de l'enfance de la MINUSMA.

## Violences Basées sur le Genre (VBG)

- Les activités de renforcement de capacités pour l'utilisation du GBV-IMS (Système de Gestion de l'Information sur les VBG) se sont poursuivies avec la formation de 15 organisations à Ségou par UNFPA avec l'appui du comité GBVIMS et la restitution de l'ONG IMC à ses équipes VBG de Tombouctou. Le VBG-IMS sera fonctionnel à partir de février 2015.
- En décembre le sous cluster VBG a célébré les 16 jours d'activisme contre les violences faites aux femmes à Bamako, Tombouctou, Gao, Kayes et Ménaka à travers l'organisation de différentes activités et initiatives par ses membres AMSOPT, IMC et IRC.
- Au courant des mois de novembre et décembre le sous-cluster VBG a tenu des ateliers de bilan des projets de renforcement des capacités des forces armées et de sécurité et de la ligne verte sur les VBG. Ceci a permis de dégager le plan d'actions 2015 de façon participative. De plus une étude exploratoire au sein des structures sanitaires au Mali (Sikasso, Ségou et Bamako) sur la prise en charge des VBG a été réalisée.

## Protection de l'Enfance (PE)

- Durant les mois de Novembre et Décembre le SCPE a finalisé plusieurs d'activités dans le cadre de mise en œuvre de sa stratégie et plan d'action pour 2014 avec l'appui financier d'ECHO. Il s'agit de :
- Formation des formateurs régionaux de préparation et réponse aux urgences PE : Au total, 95 participants (dont 25 femmes) ont été formés à Bamako et dans les régions de Ségou, Mopti, Gao, et Tombouctou sur la Protection de l'enfance en situation d'urgence y compris les Standards Minimums pour la Protection de l'Enfance dans l'Action Humanitaire (SMPE) et les Principaux engagements pour les enfants dans l'action humanitaire (CCCs). Les structures étatiques ont fourni environ 57 % du total des participants, les ONG locales/nationales 21%, les ONG internationales environ 19 % et les agences des Nations Unies plus l'OIM 3%. En outre le consultant a produit un guide pratique à utiliser pour les formations au niveau des cercles pour des équipes d'au moins 10 personnes par cercle.
- Intégration des SMPE dans les autres secteurs de l'action humanitaire : En marge des ateliers de SRP, la consultante a travaillé avec les autres secteurs notamment l'Education, la Nutrition, la Sécurité alimentaire pour assurer l'intégration des indicateurs sur la protection de l'enfance dans les plans et indicateurs des autres secteurs. Un exercice similaire a été réalisé aussi avec les acteurs des régions de Ségou, Mopti, Gao et Tombouctou. Un plan de suivi est en cours de préparation. La Consultation s'est également entretenue avec la Coordination du GSP et il a été convenu d'harmoniser le Plan d'action du GSP pour l'intégration de la protection qui prendra en compte les aspects spécifiques liés à la PE.
- Evaluation de la situation des enfants affectés par la crise au Mali : Le SCPE a contracté une consultante qui a accompagné le SCPE à Bamako et en région (Ségou, Mopti, Gao, Tombouctou) à évaluer l'impact de la crise sur la protection des enfants dans ces régions. Le rapport est en phase de finalisation avant validation et publication par la Direction Nationale de la Promotion de l'enfant et de la Famille en collaboration avec le SCPE.
- Lancement des SMPE au Mali : En marge du 25ème anniversaire de la Convention relative aux droits de l'Enfant (CDE) au Mali, le SCPE en collaboration avec la DNPEF, a organisé le lancement officiel des SMPE au Mali en présence du Premier Ministre, d'autres membres du gouvernement, des représentants d'ONGs et d'acteurs de la société civile.



Visite du Premier Ministre au stand du SCPE au Lancement des SMPE au Mali

## Lutte Anti-mines Humanitaire (LAMH)

Au 31 Décembre 2014, 138 victimes de restes Explosifs de Guerre (REG) sont comptabilisées sur l'ensemble du territoire Malien, dont 79 enfants. Cependant, il est important de noter que le nombre de victimes de REG a diminué entre 2013 (54 victimes) et 2014 (33 victimes), en partie grâce aux efforts des partenaires humanitaires impliqués dans le domaine de l'action humanitaire antimines qui ont mené des activités de dépollution, d'enquête et d'éducation aux risques des mines/REG (plus de 226,000 bénéficiaires entre le 1er janvier et le 30 novembre 2014), dans les régions affectées. En parallèle, la coordination des acteurs de lutte antimines humanitaire (LAMH) a été renforcée à travers les rencontres mensuelles du groupe de travail à Bamako tout au long de l'année 2014, et la mise en place de cadres de concertation dans les régions de Tombouctou et de Gao depuis Novembre 2014, avec pour objectifs la maximisation de ressources disponibles, et la priorisation des communautés les plus affectées par la menace explosive. En 2015, les acteurs de LAMH poursuivront leurs efforts dans les régions de Kidal, Gao et Tombouctou qui comptent près de 70% du total de victimes de REG au Mali. Dans les régions de Gao et de Tombouctou un projet d'assistance aux victimes de REG est en cours et se poursuivra jusqu'en juillet 2015.

Coordination Groupe Sectoriel de Protection Mali – Contacts:

Coordinatrice: Saoudatou Bah Mansare, bahs@unhcr.org

Administratrice de Gestion de l'Information: Giorgia Tomieri, tomieri@unhcr.org

<https://mali.humanitarianresponse.info/fr/clusters/protection>